

Toutes et tous ensemble dans l'action le 18 mars 2014 !



Pour dire

➔ **Non au Pacte de responsabilité**
➔ **Oui aux services publics de proximité pour les citoyens**

Un an après l'Accord national interprofessionnel dit de sécurisation de l'emploi, qui a marqué une grave régression des droits sociaux des salariés, le gouvernement poursuit sa politique d'austérité avec le Pacte dit de « responsabilité ».

Celui-ci se traduit par la suppression des cotisations familiales patronales, de nouveaux cadeaux de 30 milliards d'euros d'exonérations sociales pour les entreprises par an et la baisse de 50 milliards d'euros de dépenses publiques en trois ans.

Après plusieurs années de blocage de la valeur du point d'indice, après l'augmentation des cotisations retraite, la suppression des effectifs, la dégradation des conditions de travail, les fonctionnaires et agents publics en ont assez !

A cela s'ajoutent les différentes déclarations concernant le blocage des carrières (promotions, avancement d'échelon, requalification), voire le gel des primes. Tout cela est inacceptable !

Le transfert du financement de la politique familiale des entreprises vers le budget de l'Etat est une attaque de grande ampleur contre la protection sociale. C'est la remise en cause du socle de la protection sociale issu du Conseil National de la Résistance.

La baisse de la dépense publique de 50 milliards d'euros en trois ans est historique. Pour la CGT, baisser encore les dépenses publiques, c'est dégrader le service public, bien commun et élément de solidarité, et réduire les capacités d'intervention publique.

La Modernisation de l'Action publique (MAP) qui est la poursuite de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) perpétue les destructions d'emplois. On

supprime l'emploi public et on subventionne massivement l'emploi privé.

Les réorganisations des territoires en cours, à travers les différentes lois de décentralisation et la création des métropoles, vont dans le sens de nouveaux reculs des services publics de proximité.

C'est pourquoi, face à ces attaques, et dans le cadre des appels unitaires à l'action au plan interprofessionnel et dans la Fonction publique, la Fédération CGT des Services publics appelle l'ensemble des agents publics à cesser le travail le mardi 18 mars 2014 et à s'inscrire dans les actions et manifestations interprofessionnelles menées au plan local pour :

- La reconnaissance du rôle de la Fonction publique et du travail de ses agents ;
- L'augmentation de la valeur du point d'indice ;
- La revalorisation des salaires et le rattrapage des pertes du pouvoir d'achat ;
- La création des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services publics pour répondre aux besoins de la population ;
- L'amélioration des conditions de travail ;
- La résorption des inégalités salariales, notamment entre les femmes et les hommes.

**TOUTES ET TOUS
EN GREVE ET AUX MANIFESTATIONS
LE 18 MARS 2014**

Un préavis national de grève a été déposé, consultable sur notre site : www.spterritoriaux.cgt.fr

Montreuil, le 04 mars 2014 - Ne pas jeter sur la voie publique



BULLETIN DE SYNDICALISATION

Je souhaite : prendre contact me syndiquer participer à une formation d'accueil

Nom - Prénom :

Adresse personnelle :

Collectivité ou établissement :

Téléphone : Email :

Bulletin à retourner à : Fédération des Services publics CGT - Case 547 - 263 rue de Paris - 93515 MONTREUIL ou à remettre à un militant CGT